

Alea jacta est !



Alea jacta est !

La semaine passée, nous évoquions la valse estivale ministérielle. Après le départ de François de RUGY, Élisabeth BORNE occupe désormais, au plus haut niveau, ce que l'on peut appeler le redoutable ministère de la transition écologique... Le transport y est en place de choix car même si l'on évoque ici ou là dans les allées du pouvoir la nomination d'un(e) secrétaire d'État spécialement dédié, il semble néanmoins que la ministre ne le souhaite pas...

L'OTRE n'a pas été en reste de cette « promotion » de la ministre de tutelle de notre branche. Satisfaction certes en pensant que les dossiers transports pourront trouver une place de choix. *« Nous adressons nos félicitations à la ministre a écrit notre Secrétaire général dans un communiqué, non sans lui rappeler qu'avec cette nomination, elle aura une vision d'ensemble sur les questions transports et environnementales et possèdera presque toutes les clés du camion*

pour agir efficacement dans l'intérêt de tous. Le renforcement de ces prérogatives lui donne un vrai poids et une réelle responsabilité politique pour imposer une véritable approche Éco-responsable du transport routier en remettant en cause les mesures fiscales injustes envisagées contre notre secteur d'activité : Fiscalité sur les carburants (gazole routier et non routier), remise en cause de la DFS et fiscalité des entrepôts logistiques ».

Car c'est bien ici que le bât blesse... Les annonces faites début juillet par celle qui tient désormais entre ses seules mains la politique transport et transition écologique du gouvernement, ne passent pas ! Dans un contexte d'unité clairement explicité et unique depuis au moins 20 ans, la grogne, voire la colère sont palpables. La consultation de ses adhérents immédiatement engagée par l'OTRE le révèle clairement. Et dans le communiqué cité plus haut, Jean-Marc RIVÉRA s'en est fait l'interprète en interpellant directement la ministre :

« Autant de mesures qui pèseront très lourds dans les comptes des entreprises et qui n'auront aucun impact environnemental. Il est grand temps que notre ministre retrouve le chemin d'une vraie concertation avec la profession sur ces questions à défaut de quoi sa rentrée politique risque d'être fort mouvementée. Nous venons de lancer une grande consultation de nos adhérents. En une semaine plus de 500 entreprises nous ont déjà répondu et une très large majorité se dit prête à se mobiliser si les mesures annoncées étaient confirmées dans le futur projet de loi de finances ».

La pause estivale semble diminuer cet écho de colère. Mais à une écrasante majorité, les entreprises sont prêtes à se mobiliser.

Et pas seulement à l'OTRE !

Élisabeth BORNE, le gouvernement, le chef de l'État devraient ne pas négliger cette colère qui monte. Colère excitée davantage encore par l'impression donnée d'une forme de mépris aux solutions que nous avons avancées, contenues à la fois dans la lettre adressée au Premier ministre en début d'année ou aux contributions de l'OTRE « *au Grand Débat* ». Pas de réponse. Rien. Et en retour l'annonce d'une mesure, sans grande imagination, qui taxe uniquement et exclusivement les entreprises... françaises ! Pourquoi ? Pourquoi cette mesure inéquitable pour ne pas dire totalement injuste ? Il n'est pas envisageable que celle-ci comme celle-là échappe à nos gouvernants...

Nous l'avions dit : la ligne rouge que constituait un possible rabetage de la ristourne gazole ne

devait pas être franchie. Tel le Rubicon, elle l'est aujourd'hui.

Le gouvernement a pris ses responsabilités.

Nous prendrons les nôtres.

Alea jacta est !

Philippe BONNEAU